



EMBASSY OF SWITZERLAND  
IN JAPAN

Ref.: 381.0-DD/RO

TOKYO, 20.11.90

9-12, Minami Azabu 5-chome  
Minato-ku, Tokyo 106  
Azabu P.O. Box 38  
Tel. 473-0121  
Fax 473-6090  
Tlx Amsuisse J24282

NEW NUMBERS  
(1.1.1991)  
TEL 3473 0121  
FAX 3473 6090

**Secrétariat Politique**  
**DFAE**

C O N F I D E N T I E L

Rapport politique No 24/90

Cérémonie d'accession au trône de l'Empereur

L'observateur étranger ne peut manquer de se demander, au spectacle de la singulière cérémonie d'intronisation de l'Empereur du Japon, si celle-ci est une simple survivance d'un passé révolu, ou si elle ne symbolise pas, à l'égal de l'institution impériale, une continuité profonde de l'identité nationale japonaise, restée vivante dans le coeur des Japonais.

S'il suffisait, pour trancher cette question, de s'en tenir à l'intensité des controverses politiques suscitées par l'événement, on serait tenté de croire que les milieux politiques tout au moins attribuent à l'institution impériale une influence politique suffisante pour vouloir la promouvoir, la contester, ou alors en limiter le rayonnement. Il est vrai que l'abolition de la monarchie n'est préconisée que par le parti communiste, dont l'influence est négligeable, et par quelques groupuscules extrémistes. Le parti communiste put réunir récemment environ cent mille manifestants pour protester contre la cérémonie d'intronisation. Ce nombre est à peu près égal à celui des fidèles allés acclamer le couple impérial le dimanche 18 novembre. Quant aux extrémistes, en particulier le "groupe du noyau central" (Chukakuha), ils se sont manifestés par de nombreux attentats et incendies de sanctuaires shinto, l'un de ces attentats ayant provoqué la mort d'un policier. Les mesures de sécurité sans précédent prises à cette occasion ne leur ont pourtant pas permis de réaliser leur ambition, à savoir d'empêcher ou du moins de saboter les festivités. Le gouvernement, pressé par des parlementaires d'appliquer à leur encontre une loi permettant la dissolution d'organisations terroristes ou illégales, fut finalement amené à y renoncer, de crainte de susciter des controverses politiques stériles.



De fait, on put voir, une semaine environ avant l'événement, une camionnette de "Chukakuha" parcourir les rues d'un des grands quartiers commerçants de Tokyo et y déverser une propagande anti-impériale tonitruante, sans provoquer d'autre réaction que de l'indifférence. Depuis plusieurs mois, les murs de l'Université Meiji, l'une des six grandes universités privées de Tokyo, sont couverts d'affiches murales protestant contre le système impérial, apparemment dans la plus parfaite impunité.

Sans s'opposer à la monarchie en tant que telle, le Parti Socialiste du Japon n'a pas cessé de dénoncer l'emploi de fonds publics pour la grande cérémonie du "Daijosai", une cérémonie d'origine shintoïste prévue pour le 22 novembre, et a critiqué certains aspects de la cérémonie d'intronisation du 12 novembre. Il faut préciser aussi que le gouvernement et la Maison impériale avaient passé en revue tous les détails du rituel du 12 novembre, modifiant ici l'ornementation d'une oriflamme, changeant là le costume du Premier ministre et son emplacement face à l'Empereur, afin de donner l'impression d'adapter l'ancien rite féodal à l'esprit de la constitution démocratique et amortir ainsi les critiques éventuelles.

Soigneusement préservé de toute controverse politique, confiné dans son rôle purement protocolaire, l'Empereur ne suscite plus la ferveur nationaliste et quasi-religieuse d'avant la Seconde Guerre Mondiale. Pourtant, ce n'est pas dans la constitution, dictée par l'occupant américain et ménageant des fonctions formelles n'allant pas au-delà de ceux d'un président de la 4<sup>è</sup> République française, mais bien plutôt dans la longue continuité historique et culturelle du Japon, que le Monarque japonais tire sa véritable légitimité. L'institution se survit ainsi à elle-même, malgré les bouleversements ayant affecté le pays, par une identification nationale qui plonge ses racines dans l'inconscient collectif plus que dans la réalité quotidienne. Nul doute que les cérémonies d'accession, avec leur caractère archaïque, et en particulier religieux, s'adressent aussi à cet inconscient collectif, et renforcent ainsi la mystique entretenue autour du Trône. A ce titre, la cérémonie du 12 novembre s'inscrivait parfaitement dans la continuité historique du Japon moderne.

A l'époque des communications de masse et des transmissions par satellites, l'occasion permit aussi au Japon de présenter au monde un aspect fort différent du visage mercantile et affairiste qui paraît dominer depuis quelques années. La réunion de plus de cent-cinquante délégations gouvernementales dirigées pour une bonne part par le Chef d'Etat ou de gouvernement, fournit une belle occasion de développer les relations publiques du Japon. Mais cette situation avantageuse avait aussi son revers : devenu l'un des principaux centres financiers, le Japon s'est vu à nouveau sollicité (comme ce fut le cas lors des funérailles de l'Empereur Showa) par de nombreux pays en développement, auxquels sont venus se joindre les pays de l'Europe de l'Est, d'augmenter ses prestations financières. Tirant argument des difficultés résultant de la crise du Golfe, les six pays du Conseil de Coopération du Golfe, organe chargé de la distribution de la contribution du Japon au

- 3 -

rétablissement de la paix dans la région, ont demandé à Tokyo de doubler la contribution japonaise à l'intervention dans le Golfe de 2 milliards de dollars pour la monter à 4 milliards. La Roumanie et la Hongrie ont fait part également des pertes subies par la crise et sollicité un plus large soutien financier du Japon. Nombre de pays en développement d'Afrique ont manifesté leurs craintes de voir le Japon concentrer son aide sur l'Europe de l'Est aux dépens de l'Afrique noire. Enfin, Mme Aquino fut la seule sans doute à avoir reçu une assurance formelle : Tokyo lui a en effet octroyé un prêt concessionnel (commodity-loan) de 200 millions de dollars (à titre d'aide pour compenser les pertes économiques découlant de la crise du Golfe), et un don non-lié à des projets de 27 millions de dollars, à titre d'aide à la reconstruction des zones sinistrées par le tremblement de terre. Ces contributions étaient en fait discutées depuis longtemps, et les Philippines attendaient depuis trois mois une décision formelle des autorités de Tokyo.

Comme ce fut le cas lors des funérailles de l'Empereur Showa, les personnalités politiques invitées eurent un grand nombre d'entrevues entre elles. Pourtant, ces rencontres ne revêtirent pas la même intensité et ne furent pas suivies des mêmes résultats, le fait que les Etats-Unis étaient représentés par le Vice-président seulement expliquant en partie cette situation.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE



Roger Bär